Solidarité avec Anthony Smith

Category: Travail, emploi, chômage écrit par jmfouquer | 23 août 2020

Anthony Smith, inspecteur du travail dans la Marne, par ailleurs candidat pour Ensemble! aux élections municipales, est sanctionné. Après 4 mois de mise à pied, la ministre du travail Elisabeth Borne, en plein mois d'août, vient de lui signifier un déplacement disciplinaire, elle l'envoie travailler à 200 km de chez lui et de sa famille. Son tort ? Il a appuyé les élues du personnel d'une association d'aide à domicile qui demandaient, pour elles et leurs patients, des équipements de protection individuelle et notamment des masques, dans une période où le gouvernement expliquait que les masques étaient inutiles!

Cette accusation a soulevé un immense élan de soutien : 150 000 signatures pour la pétition nationale, 1 300 collègues d'Anthony ont signé un appel public, des centaines de motions de soutien d'organisations, des centaines de manifestations et rassemblements, plus de 150 personnalités ont apporté leur soutien... Mais la ministre a poursuivi dans sa volonté de sanctionner.

Aujourd'hui, cette accusation incompréhensible aurait dû tomber d'elle-même : le port du masque n'est plus jugé inutile mais il s'étend, y compris dans les entreprises… Et pourtant Anthony Smith, au lieu d'être félicité pour sa clairvoyance, est sanctionné pour avoir voulu exiger le port du masque.

Cette lourde peine apparaît clairement pour ce qu'elle est : faire un exemple pour remettre en cause l'indépendance de l'inspection du travail, montrer ce que arrivera à l'inspectrice ou l'inspecteur du travail qui oserait intervenir auprès d'une entreprise pour faire respecter les protections sanitaires. Le choix d'Anthony Smith n'est pas un hasard, si un responsable national de la CGT Travail, un

membre du Conseil National de l'Inspection du Travail peut être sanctionné, personne ne peut se sentir à l'abri d'une sanction s'il place la santé des salarié·es avant la reprise de l'activité économique. Alors que la rentrée arrive avec une augmentation du risque épidémique, le gouvernement et la ministre du travail s'attaque frontalement à l'inspection du travail et à la santé des salarié·es.

Ensemble!, avec des associations, organisations syndicales, partis politiques, … soutient Anthony Smith et l'action des inspecteurs du travail pour diminuer les risques sanitaires, pour la protection de la population et des salarié·es avec tous les moyens disponibles. L'injuste sanction doit être annulée immédiatement.